

Contribution du CC EOS au dialogue sur la mise en œuvre sur les pêches artisanales et côtières (SSCF)

Les membres du CC EOS estiment fermement que, sauf indication contraire ci-dessous, les points s'appliquent également aux opérateurs à grande échelle et qu'il ne devrait pas y avoir de division de la représentation entre les opérateurs à petite et à grande échelle.

1. En matière de mise en œuvre des politiques, quels sont les éléments clés pour garantir la durabilité environnementale, économique et sociale à long terme, la résilience et le renouvellement générationnel du secteur des énergies renouvelables et des combustibles fossiles ? Quel est le rôle de la transition énergétique à cet égard ?

La priorité absolue pour la pérennité du secteur de la pêche, y compris la SSCF, est le renouvellement de la flotte par la modernisation et l'innovation.

D'autres éléments essentiels pour assurer la durabilité à long terme comprennent, sans toutefois s'y limiter : la facilitation de l'intégration des technologies modernes à bord, les innovations durables et les outils numériques pour améliorer la sécurité et l'attractivité du secteur, ainsi que des outils numériques simplifiés de collecte de données, des cours de formation et une attention accrue portée à la santé physique et mentale.

Les objectifs de décarbonation et de modernisation doivent s'attaquer aux obstacles existants, en garantissant des opportunités commerciales et financières adaptées, grâce à des fonds européens tels que le FEAMPA, Horizon Europe et une éventuelle participation de la BEI.

2. Quels sont les obstacles pratiques à l'accès aux aides financières européennes et privées ? Où se situent les difficultés administratives et de mise en œuvre, et comment les réduire ?

Les difficultés peuvent inclure la complexité bureaucratique, les ressources limitées consacrées à l'innovation technologique, à son allocation et à son adoption, la flexibilité limitée des instruments financiers, le dépassement des limitations actuelles des aides d'État et la mobilisation de fonds supplémentaires pour le progrès technologique dans le secteur de la pêche.

Le règlement de contrôle révisé a introduit des règles supplémentaires pour les petits exploitants, ce qui complexifie la situation. Ces derniers auront besoin d'un soutien financier et administratif pour surmonter les obstacles.

3. Existe-t-il des moyens de réduire la complexité des exigences réglementaires et administratives pour les SSCF, notamment en matière de conformité et d'accès au soutien de l'UE ?



CONSEIL CONSULTATIF POUR
LES EAUX OCCIDENTALES
SEPTENTRIONALES

NORTH WESTERN
WATERS
ADVISORY COUNCIL

CONSEJO CONSULTIVO PARA
LAS AGUAS
NOROCCIDENTALES

La Commission et les États membres devraient réduire les charges bureaucratiques, rationaliser les procédures de demande et administratives afin d'améliorer l'efficacité et d'encourager une plus grande participation en matière d'accès au soutien.

4. Existe-t-il d'autres données, outre celles déjà communiquées, que le SSCF et les États membres pourraient fournir afin de mieux comprendre le fonctionnement du SSCF ? Quelles sont les conditions nécessaires pour faciliter cela ?

Il convient d'améliorer la collecte de données sociales, de renforcer l'intégration des données socio-économiques dans les modèles de gestion des pêches, d'intégrer les connaissances locales à cette gestion et d'améliorer les méthodes de consultation des parties prenantes. À cet égard, une analyse complète des efforts et des résultats obtenus par les différentes flottes au cours des dernières années en matière d'amélioration du rendement énergétique devrait être réalisée.

5. Dans le cadre législatif actuel, quelles bonnes pratiques ou innovations (par exemple, le marketing collectif, l'étiquetage ou la traçabilité, le renforcement du rôle de la SSCF dans la chaîne d'approvisionnement des produits de la mer, la cogestion) peuvent être mises en avant, et quel soutien est nécessaire pour réussir ?

Plusieurs initiatives à travers l'Europe illustrent les bonnes pratiques et les innovations susceptibles d'améliorer les opérations, la sécurité et les conditions de travail des SSCF, y compris le travail de

- La société française GLAZ
- L'Institut Maritime de Prévention (IMP)
- Le Conseil de l'environnement de travail des pêches (FA)

6. Quels sont les besoins de formation et de perfectionnement des pêcheurs pratiquant la pêche durable pour renforcer leur résilience et leur permettre de participer pleinement à la gestion durable des pêches et à la chaîne de valeur des produits de la mer, afin de consolider la mise en œuvre des politiques pertinentes ? De quel type de soutien ou d'initiatives ont-ils besoin pour répondre à ces besoins ?

Il est essentiel de promouvoir un cadre réglementaire plus uniforme dans toute l'UE en matière de formation et de certifications, ainsi que d'améliorer les modules de formation et les systèmes de certification à l'échelle de l'UE, tout en évitant la réduction des revenus due à la suspension des activités de pêche pendant les périodes de formation.

De plus, les pêcheurs doivent être dotés de connaissances pratiques sur les technologies économies en carburant, les pratiques de pêche durables, les outils numériques et les outils d'IA – tels que les logiciels de navigation, les systèmes de données en temps réel et la surveillance



CONSEIL CONSULTATIF POUR
LES EAUX OCCIDENTALES
SEPTENTRIONALES

NORTH WESTERN
WATERS
ADVISORY COUNCIL

CONSEJO CONSULTIVO PARA
LAS AGUAS
NOROCCIDENTALES

intelligente des moteurs – ainsi que des moyens financiers nécessaires pour s'adapter, ce qui peut conduire à des opérations plus efficaces et à un impact environnemental réduit.